

**SELON LE PRÉSIDENT
DE LA CAP BOUALEM
MERRAKECH**

**La bureaucratie,
les passe-droits
et la corruption
sont les freins
à l'investissement**

«La bureaucratie, les passe-droits et la corruption» sont les véritables freins à l'investissement selon le Président de la Confédération nationale des opérateurs (CAP) Boualem Merrakech. Selon lui, les investissements dans les secteurs économiques s'en sont trouvés bloqués en raison de la démarche entreprise par l'Etat qui a trop favorisé les importations ce qui a encouragé l'informel.

Le patron de la CAP plaide pour une vision claire, nette et précise, prenant compte de la situation réelle de l'entreprise pour permettre aux chefs d'entreprises d'investir. «Il faut revenir à une vision claire qui permet de lever l'ensemble des interrogations posées par les entreprises», a-t-il souligné jeudi à l'occasion de son passage sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Selon le président de la CAP, les chefs d'entreprises souhaiteraient investir, mais le faire dans un cadre serein et une vision économique claire et que ce sont les «difficultés quotidiennes» auxquelles ils sont confrontés qui les amènent à temporiser. M. Merrakech est revenu sur les propositions de la CAP pour donner corps au pacte économique et social conclu en 2016 entre le gouvernement, les chefs d'entreprises et les partenaires sociaux, n'ont malheureusement jamais été appliquées.

Les blocages ou les freins à l'investissement ont été énumérés par le président de la CAP qui pointe du doigt «la bureaucratie, les passe-droits et la corruption», ainsi que des «gens qui font tout pour que les conditions réelles du développement ne se réalisent pas». Il maintient l'existence «d'une mafia politico-financière qui, à travers, ses actions néfastes, ne permet pas de mettre en exécution ou la mise en œuvre d'un certain nombre de décisions, qui vont dans le sens du progrès et par conséquent bloque l'investissement».

La solution réside dans une démarche conjointe entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques. Si ces deux parties arrivaient à s'entendre sur une seule vision pour régler les complications auxquelles ils sont confrontés «les problèmes de production et de productivité pourraient alors être levés».

Abordant le chapitre des exportations de certains chefs d'entreprises qui se sont lancés dans cette aventure et qui sont de l'ordre de 6 milliards de dollars annuellement, le patron soutient sa vision plus modeste : celle de répondre impérativement et au préalable aux besoins du marché intérieur avant de prétendre à l'exportation.

Ilhem Tir